

## Gestion des risques

# «La PCi reste le parent pauvre de la sécurité»

Malgré une baisse vertigineuse de ses effectifs, la Protection civile enchaîne les défis. Le point avec le commandant de l'institution vaudoise, Louis-Henri Delarageaz.

Anetka Mühlemann Textes

Faisant face à un déploiement sans précédent depuis l'arrivée du Covid-19, la Protection civile (PCI) vaudoise doit honorer ses missions avec des rangs toujours plus clairsemés. L'an dernier, l'entrée en vigueur de la nouvelle loi fédérale, qui réduit la durée de service de vingt à quatorze ans tout en plafonnant le temps d'engagement de chaque astraient à vingt et un jours par an, a fait fondre les effectifs de 35%. Compte tenu de la baisse observée lors du recrutement, les prévisions tablent même sur 50% à l'horizon 2030.

Pourtant, les sollicitations ne manquent pas. À peine un apaisement se faisait-il sentir au niveau de la crise sanitaire que déjà la guerre éclatait en Ukraine. À présent, il s'agit de se réorganiser rapidement en fonction des enseignements tirés de la crise tout en prêtant main-forte à l'établissement vaudois des migrants (EVAM) pour l'accueil massif de réfugiés. Une situation qui, comme la pandémie, «menace elle aussi de durer», soupçonne le colonel Louis-Henri Delarageaz, à la tête de la PCI.

**La pandémie n'était pas terminée que déjà vous devez composer avec les conséquences de l'invasion russe en Ukraine. Comment le vivez-vous?**

J'ai l'impression qu'on court un marathon et que, à près d'un kilomètre avant la ligne d'arrivée, on nous demande de refaire un tour. Là, on est complètement dedans. Mon inquiétude, c'est que, pour l'accueil des réfugiés, on repart plutôt dans un engagement de longue durée. C'est très difficile de voir clair dans le conflit mais dans l'état actuel, on peut supposer qu'il va durer. On parle de 6000 Ukrainiens qui pourraient arriver dans le canton, ce qui représente le double des capacités de l'EVAM. Mais j'ai totalement confiance dans notre organisation pour qu'elle puisse lui donner de la capacité à tenir le temps que l'EVAM se réorganise. Avec le Covid, la protection civile a démontré qu'elle était résiliente.

**La lutte contre le virus vous a offert une opportunité?**

Personne ne souhaite de malheur, mais c'est dans ces moments-là que notre travail prend tout son sens. Ce qui est passionnant, c'est qu'on découvre de nouveaux métiers. Il faut avoir l'esprit vif, agile et vulgariser le tout pour que les miliciens soient opérationnels. L'objectif premier a toujours été le même: soulager le système de santé. Car si un hôpital un jour n'est plus en mesure de gérer les urgences, cela signifie qu'il faut faire du triage à l'entrée de l'hôpital et laisser des gens mourir. En Suisse, qui est un pays riche, on ne peut pas l'accepter. Les expé-



riences qu'on a pu emmagasiner sont bénéfiques. Elles nous ont permis de vivre un engagement qui a du sens et d'apprendre.

**Quelles leçons en avez-vous tirées?**

Il y en a plein. C'est souvent des choses très techniques. Vu qu'on a dix organisations qui sont des associations de communes indépendantes, quand il faut com-

mencer à collaborer, c'est compliqué, car toutes travaillent avec des processus différents. Là, on manque clairement de standard. Cela nous a démontré qu'il fallait qu'on uniformise certains aspects.

En termes de durée et de personnel engagé, on n'avait jamais été confronté à une opération d'une telle envergure. En gros, on a sorti à peu près tous les gens

disponibles qu'on avait. Au début, cela donne le tournis entre les besoins des hôpitaux ou des EMS, la maladie dont on ne connaissait rien et puis aussi l'absentéisme qui pouvait à tout moment survenir dans nos rangs. C'est aussi une des raisons pour lesquelles on s'est réarticulé en quatre bataillons.

On s'est aussi rendu compte qu'on a besoin d'outils de suivi

et d'une méthodologie. Au niveau du commandement, il y a des tas d'initiatives intéressantes. Mais il ne faut pas que cela parte dans tous les sens. Il va falloir qu'on stabilise les nouveaux dispositifs et qu'on apprenne à les utiliser.

**Est-ce suffisant pour pallier l'importante baisse de vos effectifs?**

Fondamentalement non, la baisse des effectifs est un fait sur lequel nous n'avons aucune solution à court terme. Du point de vue opérationnel, je dois vivre avec. Cela se traduit par une baisse de la quantité de prestations mais pas de la qualité. Pour chaque mission, on doit s'en assurer d'autant plus qu'on ne pourra pas compter sur le nombre pour rattraper une lacune dans la qualité.

**«Avec le Covid, la Protection civile a démontré qu'elle était résiliente.»**

Louis-Henri Delarageaz, commandant de la PCI vaudoise

Pour l'heure, en termes d'engagement, cela ne nous a pas impactés. La loi prévoit entre 3 et 21 jours d'engagement par an. Pour 2020, on est en moyenne à 19 jours par astraient. Pour l'année dernière, c'était plutôt 9. On a un taux d'entrée en semaine de 75%, ce qui est assez semblable à ce qu'on a pour les cours de répétition. Là, on a 5100 astraient. On va passer à moins de 3500 d'ici cinq ans. On voit la masse mais on oublie que ce sont des miliciens qui ne sont pas disponibles tout le temps, ou qu'on ne peut pas convoquer, par exemple, durant la pandémie, ceux qui appartiennent au système de santé.

**Justement, les tâches sanitaires ne faisaient plus partie de votre cahier des charges...**

Elles avaient disparu du profil de prestations depuis les années 2000. Les enseignements qu'on a emmagasinés vont nous permettre d'étoffer celui du préposé assistance pour qu'il soit plus efficace dans le domaine des soins. Je pense que le système de santé a appris à anticiper et les responsables se sont rendu compte qu'en venant les aider on représentait aussi une charge. Pour certaines tâches, on a pu organiser des cours et pour d'autres les demandeurs savent désormais qu'ils doivent former le personnel. De notre côté, nous devons améliorer la formation générale de base, notamment au sujet de l'hygiène hospitalière. On ne fera pas de nos miliciens des professionnels qualifiés, mais ils peuvent soulager.

**Malgré les résultats sur le terrain, avez-vous l'impression que la PCI n'est pas assez considérée?**

Globalement, la Protection civile reste le parent pauvre de la sécurité. Si on veut avoir une PCI efficace, cela implique qu'elle soit équipée, formée et organisée correctement afin que, quand on appuie sur le bouton, cela fonctionne. Il faut reconsidérer le rôle de la PCI dans le paysage sécuritaire et lui donner les moyens de réussir.



**Sur tous les fronts**  
Le commandant Louis-Henri Delarageaz (à dr.) à Gollion. À g., la PCI s'active pour les réfugiés, les inondations ou la vaccination. FLORIAN CELLA ET KEYSTONE

## Les leviers pour booster l'efficacité de la PCI

● Nom de code: TETRIS.

Objectif: adapter la Protection civile vaudoise, qui coûte 25 millions par an (30 fr. par habitant) aux besoins de la réalité de demain. «Il est impératif d'avoir une PCI plus forte, mieux formée et mieux organisée. Avec un bon degré de disponibilité opérationnelle, appuie Denis Froidevaux, chef du Service de la sécurité civile et militaire du canton. Cela fait plus de quinze ans que le Conseil d'Etat s'engage dans cette voie.» L'anticipation reste le maître mot. «On vit dans un monde qui est de plus en plus instable, imprévisible, analyse le chef de l'Etat-major cantonal de conduite (EMCC).



On doit garder un regard affûté sur l'évolution des risques.» Une étude des cas pouvant entraîner une situation d'urgence a permis de relever huit typologies de dangers, tels qu'une panne d'électricité, une tempête ou encore une cyberattaque. Encore faut-il pouvoir compter sur suffisamment de bras. «C'est dur, les effectifs vont chuter de manière dramatique soit de plus

de 50%, admet Denis Froidevaux. Mais on doit disposer d'une PCI forte et disponible. Faute de quoi, le moment venu lorsque l'on va peser sur le bouton, rien ne va se passer et ça c'est inacceptable vis-à-vis de la population. On court clairement le risque de voir des régions vidées de leurs effectifs comme le Nord ou l'Est vaudois, où il y a déjà moins d'un tiers des effectifs requis.» Pour autant, Vaud a pu compter durant toute la pandémie sur la PCI, qui a mené à bien plus de 800 demandes de prestations. «J'ai eu droit à des remarques d'autres cantons qui se moquaient qu'on n'ait pas recouru

à l'armée, relate le patron de l'EMCC. Mais cela nous a permis d'avoir une meilleure vision des capacités et surtout de respecter le principe de subsidiarité.» S'il est évident que les spécificités locales - comme les interventions pour des zones de forte densité dans la région lausannoise ou des dangers de montagne dans le Pays d'Enhaut - seront maintenues, une réorganisation administrative est inéluctable. «Il y a deux options: le maintien des régions de protection ou non, mais de toute manière avec un système décentralisé», explicite Denis Froidevaux. Le Conseil d'Etat devra trancher.